

RCS : EVRY Code greffe : 7801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1981 B 00212 Numéro SIREN : 321 057 978 Nom ou dénomination : URBAINE DE TRAVAUX
--

Ce dépôt a été enregistré le 10/05/2021 sous le numéro de dépôt 8389

URBAINE DE TRAVAUX
Société par actions simplifiée
Au capital de 15 500 000 euros
Siège social : 2 avenue du Général de Gaulle
91170 VIRY CHATILLON
321 057 978 RCS EVRY

Le : 10 MAI 2021
Numéro : 8389

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE
DU 25 MARS 2021**

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2020

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'élevant à - 10 262 890 euros en totalité au compte report à nouveau, qui après affectation présentera un solde débiteur de - 9 114 085 euros.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 7 757 536 euros.

Distributions antérieures de dividendes

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercices	Dividendes	Abattements	Sans Abattements
30 septembre 2019	2 300 000 €	2 530 €	2 297 470 €
30 septembre 2018	6 900 000 €	7 590 €	6 892 410 €
30 septembre 2017	5 800 000 €	6 380 €	5 793 620 €

Vote de l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire Annuelle et Extraordinaire du 25 MARS 2021

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
Le Président
Monsieur Julien HAAS

Désignation de l'entreprise : SAS URBAINE DE TRAVAUX		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12					
Adresse de l'entreprise 2 Avenue du Général de Gaulle 91170 VIRY CHATILLON		Durée de l'exercice précédent* 12					
Numéro SIRET* 3 2 1 0 5 7 9 7 8 0 0 0 1 7		Néant ☐ *					
		Exercice N clos le, 30092020	N-1 30092019				
		Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3	Net 4		
Capital souscrit non appelé (I)		AA					
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC			
		Frais de développement *	CX	CQ			
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG	278 881	95 570	34 969
		Fonds commercial (1)	AH	AI	7 500		
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK			
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM			
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	AO	335 387	335 387	335 387
		Constructions	AP	AQ	2 977 979	911 384	966 500
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS	1 703 594	634 531	554 177
		Autres immobilisations corporelles	AT	AU	814 967	397 240	185 700
		Immobilisations en cours	AV	AW			84 079
		Avances et acomptes	AX	AY			
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT			
		Autres participations	CU	CV	3 065 008	3 065 008	3 065 008
		Créances rattachées à des participations	BB	BC	17 315	17 315	16 815
		Autres titres immobilisés	BD	BE			
		Prêts	BF	BG	90 855	90 855	128 805
		Autres immobilisations financières*	BH	BI	25 351	25 351	299 961
	TOTAL (II)		BJ	BK	5 782 922	5 572 645	5 671 406
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	BM			
		En cours de production de biens	BN	BO	5 759 675	5 759 675	9 494 329
		En cours de production de services	BP	BQ			
		Produits intermédiaires et finis	BR	BS			
		Marchandises	BT	BU			
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW	424 149	424 149	152 465
		Clients et comptes rattachés (3)*	BX	BY	757 400	55 883 761	52 444 260
		Autres créances (3)	BZ	CA		32 666 846	31 341 038
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC			
	DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD	CE			
Disponibilités		CF	CG	4 106 153	4 106 153	1 487 906	
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH	CI		125 654	128 271	
	TOTAL (III)	CJ	CK	757 400	98 966 240	95 048 270	
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW					
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM					
	Ecarts de conversion actif* (VI)	CN					
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	1A	6 540 322	104 538 886	100 719 677	
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :		(3) Part à plus d'un an	CR		
Clause de réserve de propriété : *	Immobilisations :	Stocks :		Créances :			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : SAS URBAINE DE TRAVAUX							Néant ☐ *		
		Exercice N						Exercice (N - 1)	
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total			
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC			
	Production vendue $\left\{ \begin{array}{l} \text{biens *} \\ \text{services *} \end{array} \right.$	FD		FE		FF		540	
		FG	159 851 016	FH		FI	159 851 016	166 626 566	
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	159 851 016	FK		FL	159 851 016	166 627 107	
	Production stockée*					FM	(3 734 653)	7 234 154	
	Production immobilisée*					FN			
	Subventions d'exploitation					FO	3 668		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	7 790 718	7 725 135	
	Autres produits (1) (11)					FQ	284 508	212 322	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	164 195 257	181 798 719
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*						FS		
	Variation de stock (marchandises)*						FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*						FU	19 694 823	20 419 764
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*						FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*						FW	122 661 533	118 059 963
	Impôts, taxes et versements assimilés*						FX	1 692 335	2 175 700
	Salaires et traitements*						FY	21 665 916	22 457 910
	Charges sociales (10)						FZ	7 746 319	8 551 445
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations $\left\{ \begin{array}{l} - \text{dotations aux amortissements*} \\ - \text{dotations aux provisions*} \end{array} \right.$					GA	753 626	477 121
							GB		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*				GC			
		Pour risques et charges : dotations aux provisions				GD	2 493 004	1 736 142	
	Autres charges (12)						GE	231 450	235 267
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	176 939 009	174 113 315
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	(12 743 752)	7 685 403	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)						GH	1 805 157	1 361 451
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)						GI	256 301	786 829
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)						GJ	616	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)						GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)						GL	212 891	564 405
	Reprises sur provisions et transferts de charges						GM		
	Différences positives de change						GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						GO		
	Total des produits financiers (V)						GP	213 507	564 405
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*						GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)						GR	87	429
	Différences négatives de change						GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						GT		
	Total des charges financières (VI)						GU	87	429
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	213 420	563 975	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	(10 981 476)	8 824 001	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Annexe

SOCIETE : **URBAINE DE TRAVAUX**
Forme et Capital : S.A.S. au Capital de 2.000.000 €
Siège Social : 2 avenue du Général de Gaulle - 91170 VIRY CHATILLON
R.C.S. : 321 057 978 EVRY

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 septembre 2020 dont le total est de **€ 104.538.886,41** et au compte de résultat présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de **€ 167.518.231,38** dégageant un Chiffre d'Affaires H.T. de **€ 159.851.016,56** et une perte de **€ 10.262.890,07** recouvrant la période du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020.

Le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice est égal à : **462**

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux annuels de Urbaine de Travaux pour l'exercice clos au 30 septembre 2020 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Mention des dérogations aux prescriptions comptables

Aucune dérogation aux principes comptables n'a été appliquée.

Changements de méthodes de présentation ou de méthodes comptables

Aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes annuels ni dans les méthodes d'évaluation retenues.

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Valeur brute des immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Approche par composants :

Les composants concernent des éléments destinés à être remplacés.

La décomposition des immobilisations porte sur :

- ↳ les constructions dont la valeur nette comptable excède 60K€.
- ↳ les matériels dont la valeur d'origine est supérieure ou égale à 100K€ pour les composants représentant au moins 20% de la valeur de l'ensemble et dont la durée d'amortissement diffère d'au moins 20% de la durée d'amortissement de l'ensemble.

Les décompositions identifiées sont les suivantes :

	Date d'achat	Répartition	Amortissement
Ensemble Immobilier	27/10/1994		
Gros œuvre		50%	Linéaire 35 ans
Toiture		10%	Linéaire 15 ans
Fluide		20%	Linéaire 7 ans
Aménagement		20%	Linéaire 7 ans

Au 30 septembre 2020, aucune autre immobilisation détenue par la société ne nécessite la décomposition selon l'approche par composant.

Frais d'acquisition des immobilisations

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charges.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Progiciels : durée d'utilisation 1 à 5 ans ; mode linéaire
- * Constructions : Amortissement comptable et fiscal
 - Toiture: 10 à 20 ans: Mode linéaire
 - Fluides: 10 ans: Mode linéaire
 - Aménagements: 10 ans: Mode linéaire
 - Gros œuvre: 20 à 50 ans: Mode linéaire
- * Matériel et outillage industriels :
 - amortissent comptable : durée d'utilisation 3 à 8 ans ; mode linéaire
 - amortissement fiscal : durée d'usage 3 à 8 ans ; mode linéaire ou dégressif
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : amortissement comptable et fiscal 10 ans en linéaire
- * Matériel de transport : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement
- * Matériel de bureau : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement
- * Matériel informatique : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement
- * Mobilier : amortissement comptable et fiscal 3 à 5 ans linéaire

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Dépréciations des immobilisations (Concerne les immeubles et les gros matériels significatifs)

Une provision pour dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Fonds Commercial

Le fonds commercial inscrit à l'actif est déprécié en totalité.

Autres Immobilisations Incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées de licences informatiques et sont valorisées aux coûts d'achat.

Immobilisations Financières

Ces actifs ont été évalués à leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur d'inventaire à la date de clôture.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Participations, Titres immobilisés, valeurs mobilières

Les titres de participations sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et des ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une telle dépréciation.

En titres de participation figurent la totalité du capital de la filiale FAYAT IMMOBILIER IDF.

Stocks et Encours

Modes et méthodes d'évaluation

La société ne possède pas de stock de matières premières, produits finis ou semi-finis au 30 septembre 2020.

Les opérations partiellement exécutées sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement, conformément à l'avis n°99-10 du Conseil National de la Comptabilité relatif aux contrats à long terme.

En "Encours de production de biens", figurent pour un montant de 5.759.675 €, les travaux produits non encore facturés des chantiers non terminés. Ceux-ci sont valorisés à leur prix de vente.

Les factures comptabilisées d'avance sont neutralisées en « produits constatés d'avance ».

Lorsqu'un contrat doit conduire à un résultat global déficitaire, il est constaté une provision pour perte à terminaison égale à la différence entre la perte finale estimée et le total des pertes relatives à ce contrat déjà pris en compte à la date de clôture, le prix de revient étant apprécié hors charges de frais généraux au taux standard de l'entreprise.

Les résultats prévisionnels à terminaison des chantiers sont révisés périodiquement et sont constatés en résultat exceptionnel.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

La dépréciation des créances échues s'apprécie au cas par cas.

Les créances clients, hors créances publiques, sont dépréciées dans les cas suivants :

- créances échues entre 1 an et 2 ans : provision à 50%
- créances échues depuis plus de 2 ans : provision à 100%.

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an s'apprécie au cas par cas.

Centralisation de Trésorerie :

La société fait partie de la centralisation de trésorerie du Groupe Fayat, dont le fonctionnement est le suivant :

La société centralisatrice rémunère la trésorerie disponible des sociétés centralisées au taux EONIA en cours d'année. Les éventuels excédents de produits financiers dégagés par les placements effectués à partir de ces excédents de trésorerie sont répartis en fin d'exercice.

Les sociétés centralisées en situation emprunteuse rémunèrent la société centralisatrice au taux de rémunération moyen du cash pool.

Le montant des produits financiers réalisés dans le cadre du cash-pool s'élève, pour l'exercice clos au 30 septembre 2020, à 18.326 €.

Avance en compte courant :

Le montant des avances en compte courant consenti à la Holding FAYAT s'élève, à la clôture de l'exercice, à 20.175.237 € et a généré des produits financiers à hauteur de 175.237 €

Provisions Réglementées :

Au 30 septembre 2020, la seule provision réglementée constatée au bilan concerne les amortissements dérogatoires et correspond à la différence entre les amortissements économiques et fiscaux.

Cette provision représente un montant de 171.621 €.

Provisions pour Risques et Charges :

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'événements passés

Provisions pour risques chantiers/litiges :

Elles correspondent à des risques sur chantiers émanant de sinistres entrant pour l'essentiel dans le cadre de la garantie décennale et sont évaluées soit selon les coûts réels estimés, soit selon les valeurs des franchises d'assurances.

Provision pour indemnités de fin de carrière :

Conformément à la convention collective des Travaux Publics, la Société doit verser des indemnités aux salariés ETAM/CADRES lors de leur départ en retraite. Ces indemnités sont calculées en fonction de leur ancienneté et de leur salaire.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0.74 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 14-16)
- Taux de charges sociales : 45%

- Taux de rotation du personnel : Elevé
- Départ volontaire des salariés

Le montant de la provision s'élève à **1.564.450 €** au 30 septembre 2020.

Aucune indemnité pour départ en retraite n'est calculée pour le personnel ouvrier, celle-ci étant directement prise en charge par la Caisse de retraite PRO BTP.

Provision pour médailles syndicales :

Cette provision déterminée selon une méthode statistique s'élève à 339.068 € au 30 septembre 2020.

Provision pour SAV :

Une provision d'un montant de 4.239.988 € a été constituée pour faire face aux dépenses futures de SAV pour les immeubles bâtis soumis à garantie au titre des articles 1792 et 2275 du Code Civil.

Provision pour pertes à terminaison

Une perte à terminaison d'un montant de 900.000 € a été comptabilisée au 30 septembre 2020

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Contrats long terme –Travaux en-cours

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement. Les éléments suivants sont réunis pour une détermination fiable du résultat lors de l'arrêté des comptes :

- Le montant du contrat global est évalué de façon fiable,
- Le pourcentage d'avancement fait l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes,
- Les coûts sont identifiés de façon fiable,
- Ces éléments rentrent avec une certitude raisonnable dans les conditions d'acceptation prévues par le contrat.

Le produit pris en compte correspond au prix de vente avancé déterminé en fonction de l'avancement physique des tâches.

Reprises sur dépréciations, Provisions, Transferts de charges

Ce poste s'élève à 7.790.718 € au 30 septembre 2020.

Le poste lié aux transferts de charges est de 6.054.277 €. Il est constitué, notamment, à hauteur de 3.167.662 € de refacturation de personnel et de prestations administratives à la société DARRAS & JOUANIN et à hauteur de 2.886.615 € à des frais engagés dans le cadre des Sociétés en Participation, de comptes prorata gérés, primes de concours et activités annexes.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations faites en commun

Les quotes-parts de résultat des Sociétés En Participation (SEP) sont constatées en quotes-parts sur opérations faites en commun.

Ces quotes-parts de SEP à l'avancement sont comptabilisées jusqu'au 30 septembre N.

La quote-part de résultat des SEP du 1er janvier N au 30 septembre N fait l'objet d'une neutralisation fiscale par le biais d'une réintégration ou déduction fiscale.

Néanmoins, une provision pour impôt est constituée lorsque la quote-part de résultat du 1er janvier au 30 septembre est positive.

Effectif moyen

L'effectif moyen ne tient pas compte du personnel mis à disposition, notamment le personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté.

Rémunération des commissaires aux comptes

Les honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes s'élèvent à 57.330 € et se répartissent de la façon suivante :

Cabinet Dupouy et associés	28.665 €
Cabinet GBA	28.665 €

Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2010, la société SAS URBAINE DE TRAVAUX est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FAYAT, 137 RUE DU PALAIS GALLIEN 33029 BORDEAUX CEDEX.

La convention d'intégration fiscale est celle préconisée par l'administration fiscale. L'impôt sur les bénéfices est calculé comme en l'absence d'intégration fiscale, excepté les deux points suivants :

- Tous les crédits d'impôts sont directement acquis,
- La quote-part de frais et charges appliquée sur les dividendes perçus des filiales intégrées fiscalement est identique à la quote-part applicable aux dividendes reçus par la tête de groupe (1%).

Les créances d'impôts liées au déficit ne sont pas comptabilisées.

AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : F PARTICIPATIONS
Forme : SCA
Au capital de : 1 059 719 890 €
Adresse du siège social : 137 rue du Palais Gallien
33029 BORDEAUX CEDEX

Les comptes consolidés du Groupe sont disponibles au siège de la société 137 rue du Palais Gallien 33000 Bordeaux.

Garanties sur marchés (présentation en K€)

La société a sollicité les établissements bancaires pour se porter garants :

- en remplacement des retenues de garantie pour 41.225 K€
- au titre des avances forfaitaires, de démarrage ou de restitution de trésorerie pour 4.616 K€
- au titre de garantie de paiement aux sous-traitants pour 43.409 K€
- au titre de répartition de trésorerie dans le cadre de groupements 3.375 K€

Soit un montant total de 92.625 K€.

Le montant des engagements reçus s'élève à 33.704 K€ et se compose de garanties émises par des sous-traitants en remplacement de retenues de garantie, de garantie de bonne fin ou d'avance de démarrage.

URBAINE de TRAVAUX bénéficie d'un engagement de retour à meilleure fortune à hauteur de 1.151 K€ sur sa filiale FAYAT IMMOBILIER IDF au titre des abandons de créance consentis.

Urbaine de Travaux a consenti :

- à Natixis , une garantie à première demande pour un montant maximum de 12.000 K€
- aux Caisses d'Epargne Aquitaine Poitou Charentes un cautionnement personnel pour un montant maximum de 12.500 K€

en garantie du financement de l'achat de l'immeuble sis 64 rue Defrance à Vincennes par la SCCV Vincennes 64 Defrance.

FAITS MARQUANTS :

La crise sanitaire liée au COVID-19 constitue un événement marquant de l'exercice clos le 30/09/2020.

L'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière.

La survenance de cette crise sanitaire a eu pour conséquence un premier confinement au cours duquel l'activité de l'ensemble des chantiers a été arrêtée à compter du 18 mars 2020. Leur reprise s'est échelonnée entre le 20 avril et le 8 mai 2020 à la suite de la mise en application du protocole sanitaire publié par l'OPPBTP (organisme de référence pour la prévention des métiers du Bâtiment et des Travaux Publics) et de la disponibilité des masques.

La mise en œuvre de ce protocole, lors de la reprise des chantiers, a engendré une productivité dégradée (horaires décalés, respect des distances de sécurité...).

Il en résulte, sur l'exercice clos au 30 septembre 2020, une réduction de l'activité et un impact sur le résultat conséquence de l'impact des charges fixes correspondant à la période de confinement et de la productivité dégradée lors de la reprise.

L'entreprise a fait une demande d'autorisation à recourir à l'activité partielle auprès de la DIRECCTE pour la période du 17 mars au 16 juillet 2020.

71.033 heures d'activité partielle ont été déclarées sur l'ensemble de la période et le montant total des indemnités perçues représente 969.671 € .

Cette crise sanitaire à laquelle se sont ajoutées les pertes importantes liées à la réalisation du chantier de création d'un atelier de maintenance pour les trains de la Ligne B du RER ont nécessité la recapitalisation au seul profit de la SAS Fayat de l'entreprise à hauteur de 13 500 K€.

L'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Aucun autre fait caractéristique n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Aucun élément significatif n'est à signaler.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	368 069	97 963	
Terrains	335 388		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	3 239 646		33 622
Constructions sur sol d'autrui	216 986		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	399 110		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	1 736 141	33 622	569 944
Installations générales, agenc., aménag.	446 776	204 230	
Matériel de transport			16
Matériel de bureau, informatique, mobilier	527 225		113 149
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	84 080		251 735
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 985 352	237 852	968 465
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	3 081 824		1 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	428 767		35 318
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 510 591		36 318
TOTAL GENERAL	10 864 011	335 814	1 004 783

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		84 080	381 952	
Terrains			335 388	
Constructions sur sol propre			3 273 268	
Constructions sur sol d'autrui			216 986	
Constructions, installations générales, agenc.			399 110	
Installations techn., matériel et outillages ind.		1 581	2 338 125	
Installations générales, agencements divers		77 408	573 598	
Matériel de transport			16	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 781	638 593	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	335 814			
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	335 814	80 770	7 775 085	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		500	3 082 324	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		347 877	116 207	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		348 377	3 198 531	
TOTAL GENERAL	335 814	513 227	11 355 568	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	325 599	37 362	84 080	278 882
Terrains				
Constructions sur sol propre	2 672 256	88 738		2 760 994
Constructions sur sol d'autrui	216 986			216 986
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 181 963	522 426	795	1 703 594
Installations générales, agenc. et aménag. divers	394 246	14 690	77 408	331 529
Matériel de transport		16		16
Matériel de bureau et informatique, mobilier	394 055	90 394	1 027	483 422
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 859 505	716 264	79 229	5 496 541
TOTAL GENERAL	5 185 105	753 626	163 308	5 775 423

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.		87 006			83 174		3 833
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau		16 628			12 060		4 568
Embal récup.							

CORPOREL.	103 634	95 233	8 401
Acquis. titre			
TOTAL	103 634	95 233	8 401

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	163 220	103 634	95 233	171 621
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	163 220	103 634	95 233	171 621
Provisions pour litiges	2 397 135	581 700	694 973	2 283 862
Provisions pour garanties données aux clients	4 135 565	560 143	455 720	4 239 988
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 785 918	120 162	2 562	1 903 518
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	2 405 236	1 277 000	1 551 236	2 131 000
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	10 723 854	2 539 005	2 704 491	10 558 368
Dépréciations immobilisations incorporelles	7 500			7 500
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	786 351		28 950	757 400
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	793 851		28 950	764 900
TOTAL GENERAL	11 680 925	2 642 639	2 828 674	11 494 889
Dotations et reprises d'exploitation		2 493 005	1 736 441	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		149 634	1 092 233	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	17 316	17 316	
Prêts	90 856	45 334	45 522
Autres immobilisations financières	25 351	25 351	
Clients douteux ou litigieux	899 085		899 085
Autres créances clients	55 742 077	55 742 077	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	37 605	37 605	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	10 117	10 117	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	7 724 484	7 724 484	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	32 684	32 684	
Groupe et associés	23 067 085	23 067 085	
Débiteurs divers	1 794 871	1 794 871	
Charges constatées d'avance	125 655	125 655	
TOTAL GENERAL	89 567 186	88 622 579	944 607

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	50 248 828	50 248 828		
Personnel et comptes rattachés	1 886 103	1 886 103		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 563 654	2 563 654		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	15 514 541	15 514 541		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	285 668	285 668		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	8 623 123	8 623 123		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	6 035 778	6 035 778		
TOTAL GENERAL	85 157 696	85 157 696		

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

CHARGES A PAYER	30/09/2020
------------------------	-------------------

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 781 033
Clients Avoirs à établir	954 552
Dettes fiscales et sociales	2 925 069
Autres dettes	279 296

TOTAL DES CHARGES A PAYER	13 939 950
----------------------------------	-------------------

PRODUITS A RECEVOIR	30/09/2020
----------------------------	-------------------

Clients Factures à établir	9 787 643
Avoirs à recevoir	24 457
CET	32 684
Autres produits	859

TOTAL	9 845 643
--------------	------------------

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	30/09/2020
---	-------------------

Charges constatées d'avance	125 654
Produits constatés d'avance	6 035 778

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	775 000	675 000		20
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		6 812 026
Distributions sur résultats antérieurs		2 300 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		4 512 026
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		13 500 000
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	95 233	103 634
Autres variations		
Résultat de l'exercice	10 262 890	
SOLDE		3 245 511
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		7 757 537

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

30/09/2020

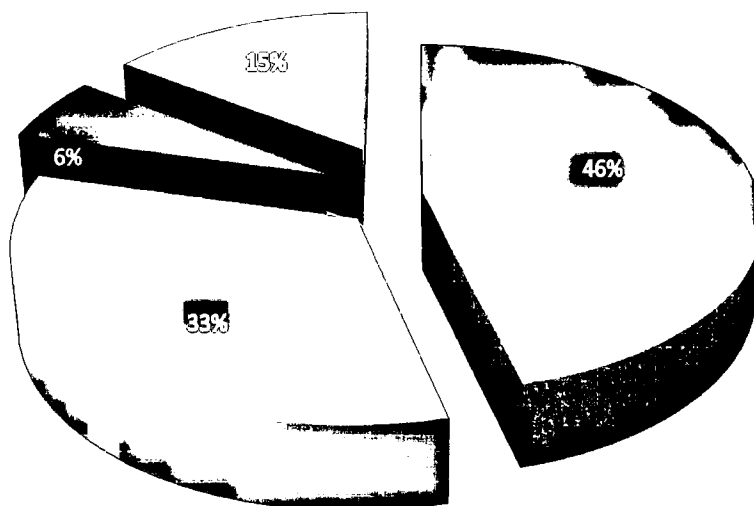
Le chiffre d'affaires de l'entreprise se répartit de la façon suivante :

Travaux Publics : 41%

Bâtiment : 59%

Et au sein de ces deux activités :

REPARTITION DE L'ACTIVITE TRAVAUX PUBLICS 2020 EN
POURCENTAGE



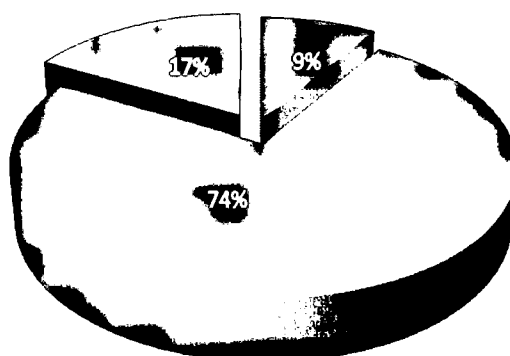
■ Génie Civil et Ouvrage d'Art

■ Assainissement

■ Travaux Urbains et Voirie

■ Fluides et Canalisation

REPARTITION DE L'ACTIVITE BATIMENT 2020 EN
POURCENTAGE



■ Equipement Scolaire, Sportifs et de Loisirs

■ Logements

■ Equipement Tertiaires et Industriels

Transfert de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
-----------------------	---------	----------------------

Transfert de charges d'exploitation	6 054 277	
-------------------------------------	-----------	--

Ce poste est constitué notamment de refacturation de frais de personnel et de prestations administratives à la société Darras & Jouanin, et de frais engagés pour compte sur les chantiers

TOTAL	6 054 277	
--------------	------------------	--

Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
--------------------	---------	----------------------

Charges Exceptionnelles de personnel	519 916	
Amendes et pénalités - Provision pour Amende	13 835	
Valeur nette comptable des éléments cédés	1 540	
Amortissements Dérogatoires	103 634	
Provision pour pertes à terminaison	46 000	

TOTAL	684 925
-------	---------

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
---------------------	---------	----------------------

Produits exceptionnels clients / fournisseurs	212 008	
Reprise / amortissements dérogatoires	95 233	
Reprise provisions pour pertes à terminaison	997 000	
Produit de cession d'immobilisations	66	

TOTAL	1 304 307
-------	-----------

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			-10 262 890
Impôt sur les bénéfices			-99 205
RESULTAT AVANT IMPOT			-10 362 095
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	103 634	95 233	8 401
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	103 634	95 233	8 401
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			-10 353 694

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	53 203
Autres	180 537
TOTAL ACCROISSEMENTS	233 740
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	70 448
Participation des salariés	
C3S	45 574
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	763 980
TOTAL ALLEGEMENTS	880 002
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	(646 262)

IMPOT DU SUR :
Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :
Déficits reportables
Moins-values à long terme

4 091 311

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

Engagements donnés et reçus

Engagements donnés					
Catégories d'engagements	Total	Au profit de			
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées Autres

TOTAL

Engagements reçus					
Catégories d'engagements	Total	Accordés par			
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées Autres

TOTAL

Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées Autres

TOTAL

Engagements de crédit-bail

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE					
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs					
Exercice en cours					
TOTAL					
VALEUR NETTE					
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs					
Exercice en cours					
TOTAL					
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus					
A plus d'un an et moins de 5 ans					
A plus de cinq ans					
TOTAL					
VALEUR RESIDUELLE					

Montant pris en charge ds exerc.

Obligations contractuelles et engagements commerciaux

Obligations contractuelles	TOTAL	Paiements dus par période		
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans

Dettes à long terme
 Obligations / location-financement
 Contrats de location simple
 Obligations d'achat irrévocables
 Autres obligations à long terme

TOTAL

Autres engagements commerciaux	TOTAL	Montant des engagements par période		
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans

Lignes de crédit
 Lettres de crédit
 Garanties
 Obligations de rachat
 Autres engagements commerciaux

TOTAL

Dettes garanties par des sûretés réelles

[illegible]

Effectifs		Personnel salarié
Cadres		125
ETAM		95
Ouvriers		231
Apprentis		12
TOTAL		463

Filiales et participations

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid. encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
FAYAT IMMOBILIER IDF	2 500 386	100	3 022 654	1 860 000	554 554
			3 022 654	12 500 000	-411 798
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
SCCV EDOUARD BRANLY MONTAGNE PIE		50	500		
SCCV GRANDES CULTURES EMILE BEAU		50	500		
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

Résultat des 5 derniers exercices

Date d'arrêté	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017	30/09/2016
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	15 500 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	775 000	100 000	100 000	100 000	100 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	159 851 017	166 627 107	159 991 859	115 311 657	103 366 084
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	-9 794 504	8 886 793	10 931 607	7 556 637	6 016 341
Impôts sur les bénéfices	-99 205	2 637 279	3 593 528	1 728 603	1 551 524
Participation des salariés		1 278 715	1 321 335	728 351	649 172
Dot. Amortissements et provisions	567 591	2 099 425	-871 632	-393 863	-428 848
Résultat net	-10 262 890	2 871 375	6 888 375	5 493 546	4 244 494
Résultat distribué		2 300 000	6 900 000	5 800 000	3 500 000
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	-12,51	49,71	60,17	51	38,16
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	-13,24	28,71	68,88	54,94	42,44
Dividende attribué	0	1,15	69	58	35
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	462	444	417	386	389
Masse salariale	21 665 917	22 457 911	21 198 329	19 040 518	19 333 194
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	7 746 319	8 551 446	7 734 157	6 396 086	6 608 160

SAS URBAINE DE TRAVAUX

*2 avenue du Général De Gaulle
91178 VIRY CHATILLON CEDEX*

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 30 septembre 2020

SAS URBAINE DE TRAVAUX

2 avenue du Général de Gaulle
91178 VIRY CHATILLON CEDEX

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 30 septembre 2020

Aux Associés de l'URBAINE DE TRAVAUX,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société URBAINE DE TRAVAUX relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2019 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Contrats à long terme

Votre société constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans la note « Contrats long terme – Travaux en cours » en page 16 de l'annexe par l'application de la méthode de l'avancement.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations de l'avancement physique des travaux, à revoir les calculs effectués par la société, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Provisions Risques et charges

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles, tels que décrits dans les notes aux pages 14 et 15 de l'annexe.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du Code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6-1 dudit code, sont incomplètes dans le rapport de gestion, compte tenu des difficultés liées au système informatique ne permettant pas d'avoir une information pertinente concernant le nombre de factures.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Le Haillan, le 17 mars 2021

Les Commissaires aux Comptes

GBA Audit & Finance

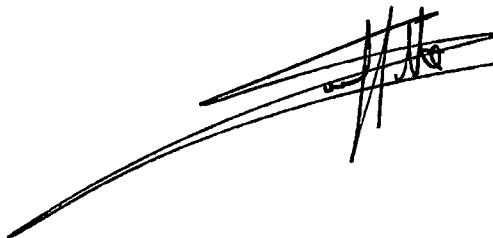
Représenté par :



Xavier LECARON

Dupouy

Représenté par :



Christophe COUFFITTE

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes



COMPTES AU 30/09/2020

URBAINE DE TRAVAUX - SAS au capital de 2 000 000 €
2, avenue du Général-de-Gaulle - F-91170 Viry-Châtillon - Tél. : +33 (0)1 69 12 69 15 - Fax : +33 (0)1 69 96 25 10
urbaine@urbaine.fayat.com - www.urbaine.com
RCS EVRY B 321 057 978 - SIRET 321 057 978 00017 - NAF 4221 Z - N° TVA CEE FR 30 321 057 978



Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	30/09/2020	30/09/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	374 452	278 882	95 570	34 970
Fonds commercial	7 500	7 500		
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	335 388		335 388	335 388
Constructions	3 889 364	2 977 980	911 385	966 501
Installations techniques, matériel, outillage	2 338 125	1 703 594	634 531	554 178
Autres immobilisations corporelles	1 212 207	814 967	397 240	185 701
Immobilisations en cours				84 080
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	3 065 008		3 065 008	3 065 008
Créances rattachées à des participations	17 316		17 316	16 816
Autres titres immobilisés				
Prêts	90 856		90 856	128 806
Autres immobilisations financières	25 351		25 351	299 961
ACTIF IMMOBILISE	11 355 568	5 782 923	5 572 645	5 671 407
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens	5 759 675		5 759 675	9 494 329
En-cours de production de services				
Produits Intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	424 150		424 150	152 466
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	56 641 162	757 400	55 883 762	52 444 260
Autres créances	32 666 847		32 666 847	31 341 038
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	4 106 153		4 106 153	1 487 906
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	125 655		125 655	128 271
ACTIF CIRCULANT	99 723 641	757 400	98 966 241	95 048 271
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	111 079 209	6 540 323	104 538 886	100 719 677

Bilan - Passif

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Rubriques	30/09/2020	30/09/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 15 500 000)	15 500 000	2 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	200 000	200 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	1 000 000	1 000 000
Report à nouveau	1 148 806	577 431
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-10 262 890	2 871 375
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	171 621	163 220
CAPITAUX PROPRES	7 757 537	6 812 026
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	7 448 850	8 508 700
Provisions pour charges	3 109 518	2 215 154
PROVISIONS	10 558 368	10 723 854
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 065 285	2 025 551
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	50 248 828	46 247 939
Dettes fiscales et sociales	20 249 967	21 415 253
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		158 070
Autres dettes	8 623 123	6 343 392
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	6 035 778	6 993 593
DETTES	86 222 982	83 183 798
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	104 538 886	100 719 677

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	30/09/2020	30/09/2019
Ventes de marchandises				541
Production vendue de biens				166 626 567
Production vendue de services	159 851 017		159 851 017	
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	159 851 017		159 851 017	166 627 107
Production stockée			-3 734 654	7 234 154
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			3 668	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			7 790 718	7 725 136
Autres produits			284 509	212 323
PRODUITS D'EXPLOITATION			164 195 258	181 798 719
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			19 694 824	20 419 765
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			122 661 533	118 059 963
Impôts, taxes et versements assimilés			1 692 335	2 175 701
Salaires et traitements			21 665 917	22 457 911
Charges sociales			7 746 319	8 551 446
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			753 626	477 121
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			2 493 005	1 736 142
Autres charges			231 450	235 267
CHARGES D'EXPLOITATION			176 939 010	174 113 315
RESULTAT D'EXPLOITATION			-12 743 752	7 685 404
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			1 805 158	1 361 452
Perte supportée ou bénéfice transféré			256 302	786 829
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			616	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			212 892	564 405
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			213 508	564 405
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			87	430
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			87	430
RESULTAT FINANCIER			213 420	563 976
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-10 981 476	8 824 002

Compte de résultat

Rubriques		30/09/2020	30/09/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes	212 008	311 413
Produits exceptionnels sur opérations en capital		67	125
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		1 092 233	312 269
PRODUITS EXCEPTIONNELS		1 304 308	623 807
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		533 752	720 238
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		1 541	7 780
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		149 634	1 932 422
CHARGES EXCEPTIONNELLES		684 927	2 660 440
RESULTAT EXCEPTIONNEL		619 381	-2 036 633
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			1 278 715
Impôts sur les bénéfices		-99 205	2 637 279
TOTAL DES PRODUITS		167 518 231	184 348 384
TOTAL DES CHARGES		177 781 121	181 477 009
BENEFICE OU PERTE		-10 262 890	2 871 375

*Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes*

Annexe

SOCIETE : **URBAINE DE TRAVAUX**
Forme et Capital : S.A.S. au Capital de 2.000.000 €
Siège Social : 2 avenue du Général de Gaulle - 91170 VIRY CHATILLON
R.C.S. : 321 057 978 EVRY

ANNEXE

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 septembre 2020 dont le total est de **€ 104.538.886,41** et au compte de résultat présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de **€ 167.518.231,38** dégageant un Chiffre d'Affaires H.T. de **€ 159.851.016,56** et une perte de **€ 10.262.890,07** recouvrant la période du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020.

Le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice est égal à : **462**

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux annuels de Urbaine de Travaux pour l'exercice clos au 30 septembre 2020 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Mention des dérogations aux prescriptions comptables

Aucune dérogation aux principes comptables n'a été appliquée.

Changements de méthodes de présentation ou de méthodes comptables

Aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes annuels ni dans les méthodes d'évaluation retenues.

NOTES SUR LE BILAN*Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes***Immobilisations corporelles et incorporelles*****Valeur brute des immobilisations***

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Approche par composants :

Les composants concernent des éléments destinés à être remplacés.

La décomposition des immobilisations porte sur :

- ↳ les constructions dont la valeur nette comptable excède 60K€.
- ↳ les matériels dont la valeur d'origine est supérieure ou égale à 100K€ pour les composants représentant au moins 20% de la valeur de l'ensemble et dont la durée d'amortissement diffère d'au moins 20% de la durée d'amortissement de l'ensemble.

Les décompositions identifiées sont les suivantes :

	Date d'achat	Répartition	Amortissement
Ensemble Immobilier	27/10/1994		
Gros œuvre		50%	Linéaire 35 ans
Toiture		10%	Linéaire 15 ans
Fluide		20%	Linéaire 7 ans
Aménagement		20%	Linéaire 7 ans

Au 30 septembre 2020, aucune autre immobilisation détenue par la société ne nécessite la décomposition selon l'approche par composant.

Frais d'acquisition des immobilisations

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charges.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Progiciels : durée d'utilisation 1 à 5 ans ; mode linéaire
- * Constructions : Amortissement comptable et fiscal
 - Toiture: 10 à 20 ans: Mode linéaire
 - Fluides: 10 ans: Mode linéaire
 - Aménagements: 10 ans: Mode linéaire
 - Gros œuvre: 20 à 50 ans: Mode linéaire
- * Matériel et outillage industriels :
 - amortissent comptable : durée d'utilisation 3 à 8 ans ; mode linéaire
 - amortissement fiscal : durée d'usage 3 à 8 ans ; mode linéaire ou dégressif
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : amortissement comptable et fiscal 10 ans en linéaire
- * Matériel de transport : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement
- * Matériel de bureau : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement
- * Matériel informatique : 2 à 5 ans linéaire comptablement ou dégressif fiscalement
- * Mobilier : amortissement comptable et fiscal 3 à 5 ans linéaire

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

***Dépréciations des immobilisations
(Concerne les immeubles et les gros matériels significatifs)***

Une provision pour dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Fonds Commercial

Le fonds commercial inscrit à l'actif est déprécié en totalité.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Autres Immobilisations Incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées de licences informatiques et sont valorisées aux coûts d'achat.

Immobilisations Financières

Ces actifs ont été évalués à leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur d'inventaire à la date de clôture.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Participations, Titres immobilisés, valeurs mobilières

Les titres de participations sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et des ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une telle dépréciation.

En titres de participation figurent la totalité du capital de la filiale FAYAT IMMOBILIER IDF.

Stocks et Encours

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Modes et méthodes d'évaluation

La société ne possède pas de stock de matières premières, produits finis ou semi-finis au 30 septembre 2020.

Les opérations partiellement exécutées sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement, conformément à l'avis n°99-10 du Conseil National de la Comptabilité relatif aux contrats à long terme.

En "Encours de production de biens", figurent pour un montant de 5.759.675 €, les travaux produits non encore facturés des chantiers non terminés. Ceux-ci sont valorisés à leur prix de vente.

Les factures comptabilisées d'avance sont neutralisées en « produits constatés d'avance ».

Lorsqu'un contrat doit conduire à un résultat global déficitaire, il est constaté une provision pour perte à terminaison égale à la différence entre la perte finale estimée et le total des pertes relatives à ce contrat déjà pris en compte à la date de clôture, le prix de revient étant apprécié hors charges de frais généraux au taux standard de l'entreprise.

Les résultats prévisionnels à terminaison des chantiers sont révisés périodiquement et sont constatés en résultat exceptionnel.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

La dépréciation des créances échues s'apprécie au cas par cas.

Les créances clients, hors créances publiques, sont dépréciées dans les cas suivants :

- créances échues entre 1 an et 2 ans : provision à 50%
- créances échues depuis plus de 2 ans : provision à 100%.

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an s'apprécie au cas par cas.

Centralisation de Trésorerie :

La société fait partie de la centralisation de trésorerie du Groupe Fayat, dont le fonctionnement est le suivant :

La société centralisatrice rémunère la trésorerie disponible des sociétés centralisées au taux EONIA en cours d'année. Les éventuels excédents de produits financiers dégagés par les placements effectués à partir de ces excédents de trésorerie sont répartis en fin d'exercice.

Les sociétés centralisées en situation emprunteuse rémunèrent la société centralisatrice au taux de rémunération moyen du cash pool.

Le montant des produits financiers réalisés dans le cadre du cash-pool s'élève, pour l'exercice clos au 30 septembre 2020, à 18.326 €.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Avance en compte courant :

Le montant des avances en compte courant consenti à la Holding FAYAT s'élève, à la clôture de l'exercice, à 20.175.237 € et a généré des produits financiers à hauteur de 175.237 €

Provisions Réglementées :

Au 30 septembre 2020, la seule provision réglementée constatée au bilan concerne les amortissements dérogatoires et correspond à la différence entre les amortissements économiques et fiscaux.

Cette provision représente un montant de 171.621 €.

Provisions pour Risques et Charges :

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'événements passés

Provisions pour risques chantiers/litiges :

Elles correspondent à des risques sur chantiers émanant de sinistres entrant pour l'essentiel dans le cadre de la garantie décennale et sont évaluées soit selon les coûts réels estimés, soit selon les valeurs des franchises d'assurances.

Provision pour indemnités de fin de carrière :

Conformément à la convention collective des Travaux Publics, la Société doit verser des indemnités aux salariés ETAM/CADRES lors de leur départ en retraite. Ces indemnités sont calculées en fonction de leur ancienneté et de leur salaire.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0.74 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 14-16)
- Taux de charges sociales : 45%

*Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes*

- Taux de rotation du personnel : Elevé
- Départ volontaire des salariés

Le montant de la provision s'élève à **1.564.450 €** au 30 septembre 2020.

Aucune indemnité pour départ en retraite n'est calculée pour le personnel ouvrier, celle-ci étant directement prise en charge par la Caisse de retraite PRO BTP.

Provision pour médailles syndicales :

Cette provision déterminée selon une méthode statistique s'élève à **339.068 €** au 30 septembre 2020.

Provision pour SAV :

Une provision d'un montant de **4.239.988 €** a été constituée pour faire face aux dépenses futures de SAV pour les immeubles bâtis soumis à garantie au titre des articles 1792 et 2275 du Code Civil.

Provision pour pertes à terminaison

Une perte à terminaison d'un montant de **900.000 €** a été comptabilisée au 30 septembre 2020

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Contrats long terme –Travaux en-cours

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement. Les éléments suivants sont réunis pour une détermination fiable du résultat lors de l'arrêté des comptes :

- Le montant du contrat global est évalué de façon fiable,
- Le pourcentage d'avancement fait l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes,
- Les coûts sont identifiés de façon fiable,
- Ces éléments rentrent avec une certitude raisonnable dans les conditions d'acceptation prévues par le contrat.

Le produit pris en compte correspond au prix de vente avancé déterminé en fonction de l'avancement physique des tâches.

Reprises sur dépréciations, Provisions, Transferts de charges

Ce poste s'élève à 7.790.718 € au 30 septembre 2020.

Le poste lié aux transferts de charges est de 6.054.277 €. Il est constitué, notamment, à hauteur de 3.167.662 € de refacturation de personnel et de prestations administratives à la société DARRAS & JOUANIN et à hauteur de 2.886.615 € à des frais engagés dans le cadre des Sociétés en Participation, de comptes prorata gérés, primes de concours et activités annexes.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations faites en commun

Les quotes-parts de résultat des Sociétés En Participation (SEP) sont constatées en quotes-parts sur opérations faites en commun.

Ces quotes-parts de SEP à l'avancement sont comptabilisées jusqu'au 30 septembre N.

La quote-part de résultat des SEP du 1er janvier N au 30 septembre N fait l'objet d'une neutralisation fiscale par le biais d'une réintégration ou déduction fiscale.

Néanmoins, une provision pour impôt est constituée lorsque la quote-part de résultat du 1er janvier au 30 septembre est positive.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Effectif moyen

L'effectif moyen ne tient pas compte du personnel mis à disposition, notamment le personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté.

Rémunération des commissaires aux comptes

Les honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes s'élèvent à 57.330 € et se répartissent de la façon suivante :

Cabinet Dupouy et associés	28.665 €
Cabinet GBA	28.665 €

Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2010, la société SAS URBAINE DE TRAVAUX est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FAYAT, 137 RUE DU PALAIS GALLIEN 33029 BORDEAUX CEDEX.

La convention d'intégration fiscale est celle préconisée par l'administration fiscale. L'impôt sur les bénéfices est calculé comme en l'absence d'intégration fiscale, excepté les deux points suivants :

- Tous les crédits d'impôts sont directement acquis,
- La quote-part de frais et charges appliquée sur les dividendes perçus des filiales intégrées fiscalement est identique à la quote-part applicable aux dividendes reçus par la tête de groupe (1%).

Les créances d'impôts liées au déficit ne sont pas comptabilisées.

AUTRES INFORMATIONS

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : F PARTICIPATIONS
Forme : SCA
Au capital de : 1 059 719 890 €
Adresse du siège social : 137 rue du Palais Gallien
33029 BORDEAUX CEDEX

Les comptes consolidés du Groupe sont disponibles au siège de la société
137 rue du Palais Gallien 33000 Bordeaux.

Garanties sur marchés
(présentation en K€)

La société a sollicité les établissements bancaires pour se porter garants :

- en remplacement des retenues de garantie pour 41.225 K€
- au titre des avances forfaitaires, de démarrage ou de restitution de trésorerie pour 4.616 K€
- au titre de garantie de paiement aux sous-traitants pour 43.409 K€
- au titre de répartition de trésorerie dans le cadre de groupements 3.375 K€

Soit un montant total de 92.625 K€.

Le montant des engagements reçus s'élève à 33.704 K€ et se compose de garanties émises par des sous-traitants en remplacement de retenues de garantie, de garantie de bonne fin ou d'avance de démarrage.

URBAINE de TRAVAUX bénéficie d'un engagement de retour à meilleure fortune à hauteur de 1.151 K€ sur sa filiale FAYAT IMMOBILIER IDF au titre des abandons de créance consentis.

Urbaine de Travaux a consenti :

- à Natixis , une garantie à première demande pour un montant maximum de 12.000 K€
- aux Caisses d'Epargne Aquitaine Poitou Charentes un cautionnement personnel pour un montant maximum de 12.500 K€

en garantie du financement de l'achat de l'immeuble sis 64 rue Defrance à Vincennes par la SCCV Vincennes 64 Defrance.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

FAITS MARQUANTS :

La crise sanitaire liée au COVID-19 constitue un événement marquant de l'exercice clos le 30/09/2020.

L'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière.

La survenance de cette crise sanitaire a eu pour conséquence un premier confinement au cours duquel l'activité de l'ensemble des chantiers a été arrêtée à compter du 18 mars 2020. Leur reprise s'est échelonnée entre le 20 avril et le 8 mai 2020 à la suite de la mise en application du protocole sanitaire publié par l'OPPBTP (organisme de référence pour la prévention des métiers du Bâtiment et des Travaux Publics) et de la disponibilité des masques.

La mise en œuvre de ce protocole, lors de la reprise des chantiers, a engendré une productivité dégradée (horaires décalés, respect des distances de sécurité...).

Il en résulte, sur l'exercice clos au 30 septembre 2020, une réduction de l'activité et un impact sur le résultat conséquence de l'impact des charges fixes correspondant à la période de confinement et de la productivité dégradée lors de la reprise.

L'entreprise a fait une demande d'autorisation à recourir à l'activité partielle auprès de la DIRECCTE pour la période du 17 mars au 16 juillet 2020.

71.033 heures d'activité partielle ont été déclarées sur l'ensemble de la période et le montant total des indemnités perçues représente 969.671 € .

Cette crise sanitaire à laquelle se sont ajoutées les pertes importantes liées à la réalisation du chantier de création d'un atelier de maintenance pour les trains de la Ligne B du RER ont nécessité la recapitalisation au seul profit de la SAS Fayat de l'entreprise à hauteur de 13 500 K€.

L'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Aucun autre fait caractéristique n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Aucun élément significatif n'est à signaler.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	368 069	97 963	
Terrains	335 388		
	Dont composants		
Constructions sur sol propre	3 239 646		33 622
Constructions sur sol d'autrui	216 986		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	399 110		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	1 736 141	33 622	569 944
Installations générales, agenc., aménag.	446 776	204 230	
Matériel de transport			16
Matériel de bureau, informatique, mobilier	527 225		113 149
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	84 080		251 735
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 985 352	237 852	968 465
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	3 081 824		1 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	428 767		35 318
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 510 591		36 318
TOTAL GENERAL	10 864 011	335 814	1 004 783

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		84 080	381 952	
Terrains			335 388	
Constructions sur sol propre			3 273 268	
Constructions sur sol d'autrui			216 986	
Constructions, installations générales, agenc.			399 110	
Installations techn., matériel et outillages ind.		1 581	2 338 125	
Installations générales, agencements divers		77 408	573 598	
Matériel de transport			16	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 781	638 593	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	335 814			
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	335 814	80 770	7 775 085	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		500	3 082 324	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		347 877	116 207	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		348 377	3 198 531	
TOTAL GENERAL	335 814	513 227	11 355 568	

Amortissements

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	325 599	37 362	84 080	278 882
Terrains				
Constructions sur sol propre	2 672 256	88 738		2 760 994
Constructions sur sol d'autrui	216 986			216 986
Constructions Installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 181 963	522 426	795	1 703 594
Installations générales, agenc. et aménag. divers	394 246	14 690	77 408	331 529
Matériel de transport		16		16
Matériel de bureau et Informatique, mobilier	394 055	90 394	1 027	483 422
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 859 505	716 264	79 229	5 496 541
TOTAL GENERAL	5 185 105	753 626	163 308	5 775 423

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- Installations							
Install. Tech.		87 006			83 174		3 833
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau		16 628			12 060		4 568
Embal récup.							
CORPOREL.		103 634			95 233		8 401
Acquis. titre							
TOTAL		103 634			95 233		8 401

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers	Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes			
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation	163 220	103 634	95 233	171 621
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	163 220	103 634	95 233	171 621
Provisions pour litiges	2 397 135	581 700	694 973	2 283 862
Provisions pour garanties données aux clients	4 135 565	560 143	455 720	4 239 988
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 785 918	120 162	2 562	1 903 518
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	2 405 236	1 277 000	1 551 236	2 131 000
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	10 723 854	2 539 005	2 704 491	10 558 368
Dépréciations immobilisations incorporelles	7 500			7 500
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	786 351		28 950	757 400
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	793 851		28 950	764 900
TOTAL GENERAL	11 680 925	2 642 639	2 828 674	11 494 889
Dotations et reprises d'exploitation		2 493 005	1 736 441	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		149 634	1 092 233	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	17 316	17 316	
Prêts	90 856	45 334	45 522
Autres immobilisations financières	25 351	25 351	
Clients douteux ou litigieux	899 085		899 085
Autres créances clients	55 742 077	55 742 077	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	37 605	37 605	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	10 117	10 117	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	7 724 484	7 724 484	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	32 684	32 684	
Groupe et associés	23 067 085	23 067 085	
Débiteurs divers	1 794 871	1 794 871	
Charges constatées d'avance	125 655	125 655	
TOTAL GENERAL	89 567 186	88 622 579	944 607

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, -5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	50 248 828	50 248 828		
Personnel et comptes rattachés	1 886 103	1 886 103		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 563 654	2 563 654		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	15 514 541	15 514 541		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	285 668	285 668		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	8 623 123	8 623 123		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	6 035 778	6 035 778		
TOTAL GENERAL	85 157 696	85 157 696		

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

CHARGES A PAYER

30/09/2020

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes	9 781 033
Clients Avoirs à établir		954 552
Dettes fiscales et sociales		2 925 089
Autres dettes		279 296

TOTAL DES CHARGES A PAYER

13 939 950

PRODUITS A RECEVOIR

30/09/2020

Clients Factures à établir	9 787 643
Avoirs à recevoir	24 457
CET	32 684
Autres produits	859

TOTAL

9 845 643

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

30/09/2020

Charges constatées d'avance	125 654
Produits constatés d'avance	6 035 778

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	775 000	675 000		20
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		6 812 026
Distributions sur résultats antérieurs	Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes	2 300 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		4 512 026
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		13 500 000
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	95 233	103 634
Autres variations		
Résultat de l'exercice	10 262 890	
SOLDE		3 245 511
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		7 757 537

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

30/09/2020

Le chiffre d'affaires de l'entreprise se répartit de la façon suivante :

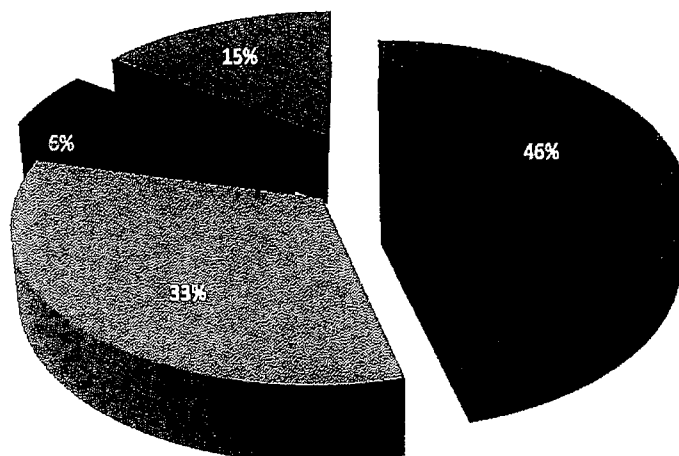
Travaux Publics : 41%

Bâtiment : 59%

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Et au sein de ces deux activités :

REPARTITION DE L'ACTIVITE TRAVAUX PUBLICS 2020 EN
POURCENTAGE



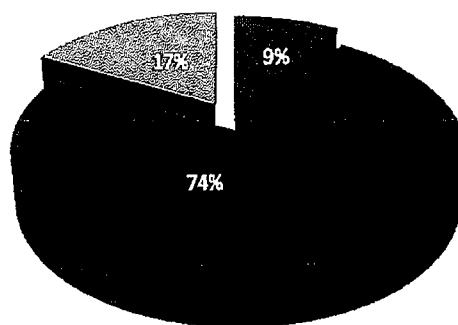
■ Génie Civil et Ouvrage d'Art

■ Assainissement

■ Travaux Urbains et Voirie

■ Fluides et Canalisation

REPARTITION DE L'ACTIVITE BATIMENT 2020 EN
POURCENTAGE



■ Equipement Scolaire, Sportifs et de Loisirs

■ Logements

■ Equipement Tertiaires et Industriels

Transfert de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Transfert de charges d'exploitation	6 054 277	
Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes		
Ce poste est constitué notamment de refacturation de frais de personnel et de prestations administratives à la société Darras & Jouanin, et de frais engagés pour compte sur les chantiers		
TOTAL	6 054 277	

Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Charges Exceptionnelles de personnel	519 916	
Amendes et pénalités - Provision pour Amende	13 835	
Valeur nette comptable des éléments cédés	1 540	
Amortissements Dérogatoires	103 634	Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes
Provision pour pertes à terminalson	46 000	

TOTAL	684 925
--------------	----------------

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits exceptionnels clients / fournisseurs	212 008	
Réprise / amortissements dérogatoires	95 233	
Réprise provisions pour pertes à terminalson	997 000	
Produit de cession d'immobilisations	66	

TOTAL	1 304 307
--------------	------------------

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			-10 262 890
Impôt sur les bénéfices			-99 205
RESULTAT AVANT IMPOT			-10 362 095
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks	Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes		
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	103 634	95 233	8 401
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	103 634	95 233	8 401
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			-10 353 694

Rubriques		Montant
IMPOT DU SUR :		
Provisions réglementaires :		
Provisions pour hausse de prix	Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes	
Provisions pour fluctuation des cours		
Provisions pour investissements		
Amortissements dérogatoires		53 203
Autres		180 537
TOTAL ACCROISSEMENTS		233 740
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :		
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :		
Congés payés		70 448
Participation des salariés		
C3S		45 574
Autres		
A déduire ultérieurement :		
Provisions pour propre assureur		
Autres		763 980
TOTAL ALLEGEMENTS		880 002
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE		(646 262)
IMPOT DU SUR :		
Plus-values différées		
CREDIT A IMPUTER SUR :		
Déficits reportables	4 091 311	
Moins-values à long terme		
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE		

Engagements donnés et reçus

Engagements donnés					
Catégories d'engagements	Total	Au profit de			
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées Autres

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

TOTAL					
Engagements reçus					
Catégories d'engagements	Total	Accordés par			
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées Autres

TOTAL					
Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées Autres

TOTAL					
-------	--	--	--	--	--

Engagements de crédit-bail

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE					
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs					
Exercice en cours			Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes		
TOTAL					
VALEUR NETTE					
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs					
Exercice en cours					
TOTAL					
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus					
A plus d'un an et moins de 5 ans					
A plus de cinq ans					
TOTAL					
VALEUR RESIDUELLE					

Montant pris en charge ds exerc.

Obligations contractuelles et engagements commerciaux

Obligations contractuelles	TOTAL	Paiements dus par période		
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans

Dettes à long terme

Obligations / location-financement

Contrats de location simple

Obligations d'achat irrévocables

Autres obligations à long terme

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

TOTAL

Autres engagements commerciaux	TOTAL	Montant des engagements par période		
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans

Lignes de crédit

Lettres de crédit

Garanties

Obligations de rachat

Autres engagements commerciaux

TOTAL

Dettes garanties par des sûretés réelles

Rubriques	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	Document soumis au contrôle
Emprunts et dettes sur établissements de crédit	du Commissaire aux Comptes
Emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	

Effectifs		Personnel salarié
Cadres		125
ETAM		95
Ouvriers		231
Apprentis	Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes	12
TOTAL		463

Filiales et participations

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
FAYAT IMMOBILIER IDF	2 500 386	100	3 022 654	1 860 000	554 554
			3 022 654	12 500 000	-411 798
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
SCCV EDOUARD BRANLY MONTAGNE PII		50	500		
SCCV GRANDES CULTURES EMILE BEAU		50	500		
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Résultat des 5 derniers exercices

Date d'arrêté	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017	30/09/2016
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	15 500 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	775 000	100 000	100 000	100 000	100 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer	Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes				
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	159 851 017	166 627 107	159 991 859	115 311 657	103 366 084
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	-9 794 504	8 886 793	10 931 607	7 556 637	6 016 341
Impôts sur les bénéfices	-99 205	2 637 279	3 593 528	1 728 603	1 551 524
Participation des salariés		1 278 715	1 321 335	728 351	649 172
Dot. Amortissements et provisions	567 591	2 099 425	-871 632	-393 863	-428 848
Résultat net	-10 262 890	2 871 375	6 888 375	5 493 546	4 244 494
Résultat distribué		2 300 000	6 900 000	5 800 000	3 500 000
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	-12,51	49,71	60,17	51	38,16
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	-13,24	28,71	68,88	54,94	42,44
Dividende attribué	0	1,15	69	58	35
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	462	444	417	386	389
Masse salariale	21 665 917	22 457 911	21 198 329	19 040 518	19 333 194
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	7 746 319	8 551 446	7 734 157	6 396 086	6 608 160